

Libre circulation des personnes: avantageuse en théorie, dangereuse en pratique

Si la libre circulation des personnes et son corollaire, la hausse de l'immigration, entraînent une augmentation de la population et du revenu national, elles accentuent aussi la pénurie de sol et d'infrastructures, sans même accroître le revenu par habitant. Conjugué aux mesures d'accompagnement, ce régime menace de mettre la Suisse «sur la touche» économiquement parlant. Attention! Ces propos procèdent d'une analyse non pas politiquement correcte, mais économiquement exacte.

La version que la Suisse officielle donne de la libre circulation des personnes pèche par un excès d'optimisme. En particulier, elle repose sur plusieurs idées fausses.

La Suisse a besoin des immigrés: cela n'est exact que pour un petit nombre de domaines, comme les universités ou les soins aux personnes âgées. En revanche, les Suisses continuent de se raréfier dans la majorité des professions, en raison précisément de l'immigration. Puisque, pour des raisons évidentes, ils sont fortement surreprésentés dans certains domaines, comme la justice, la haute administration, la police ou l'éducation de la petite enfance, ils sont forcément sous-représentés dans les autres. Plus l'immigration permet à l'économie nationale de croître, plus nos citoyens sont absorbés par la hausse parallèle de la demande dans les «branches suisses» évoquées précédemment et moins ils sont présents dans les autres.

L'immigration résorbe la pénurie de salariés: faux. Certes, l'immigration permet de compenser simplement et avantageusement la pénurie de personnel, mais la place économique suisse n'en devient que plus attrayante, drainant davantage d'investissements et d'entreprises. Celles-ci créent de nouveaux emplois et, par conséquent, aggravent la pénurie. C'est de cette façon que l'immigration forge une nouvelle demande, puis une nouvelle pénurie et ainsi un «besoin» de nouveaux immigrés.

L'immigration s'autorégule. Les immigrés cessent de venir quand nous ne créons plus d'emplois: faux. Le nombre de postes vacants dépend moins de l'évolution de l'emploi que des fluctuations naturelles dues aux changements de travail et aux départs à la retraite. Même quand l'économie va mal, il faut pourvoir chaque année 400 000 postes.

Les immigrés sont plus qualifiés que les Suisses: faux. Un nombre croissant d'immigrés proviennent de nouveau d'Europe du Sud, plus impressionnants par leur formation formelle que par leurs qualifications réelles. Étant donné que ce niveau formel augmente en permanence, il faudrait le comparer avec celui des Suisses du même âge et il paraîtrait alors bien moins impressionnant. En outre, la durée du séjour en Suisse des immigrés réellement très qualifiés est particulièrement courte, de sorte que l'immigra-

tion nette est bien moins qualifiée que l'immigration brute.

Les immigrés génèrent un excédent fiscal. Ils acquittent davantage d'impôts et de redevances qu'ils ne coûtent à l'État: cette affirmation n'est correcte que si des conditions très particulières sont remplies. Ainsi, les immigrés qui ont des enfants scolarisés dans une école publique ne génèrent un excédent fiscal que s'ils gagnent très bien leur vie et restent très longtemps en Suisse, plus qu'ils ne le font actuellement.

Il est possible de réduire la demande d'immigrés en favorisant l'intégration professionnelle des femmes et des aînés: faux. Une meilleure intégration des femmes et des aînés provoque une pénurie là où ils étaient auparavant actifs. Ainsi, la garde des enfants doit être assurée par davantage de salariés, ce qui favorise une nouvelle demande de main-d'œuvre et, par conséquent, d'immigrés. En outre, l'accroissement du travail des femmes et des aînés génère un revenu additionnel, d'où une progression des dépenses, de la demande de main-d'œuvre et, finalement, de l'immigration.

Au moins, la libre circulation des personnes n'est pas nuisible: les avantages et les inconvénients produits dépendent de la politique suisse. Conjugué aux mesures d'accompagnement prévues, ce régime inflige des dégâts énormes à notre économie. Toutes les interventions sur le marché de l'emploi et sur celui du logement pour protéger la population résidante actuelle détruisent en effet deux atouts traditionnels de la Suisse, soit, justement, la souplesse relative de ces deux marchés. En outre, les tentatives du monde politique de limiter, voire de réduire, la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre en dépit de l'immigration occasionnent des coûts exorbitants.

Que cela signifie-t-il pour l'avenir politique de la Suisse? De même que la liberté d'établissement introduite lors de la fondation de la Suisse moderne en 1848 s'est avérée très avantageuse pour les Suisses, la libre circulation des personnes est très intéressante pour les Européens. Notre pays doit, dès lors, réfléchir à une meilleure redistribution des bénéfices de la migration pour toutes les personnes qui y vivent déjà. ■



Pr Reiner Eichenberger
Professeur de théorie de la politique économique et financière à l'université de Fribourg